



Info luttres

N°27

A toutes nos organisations CGT
de Seine Maritime

7 Août 2015

ASSEMBLEE DEPARTEMENTALE DE RENTREE Vendredi 28 août 2015 de 8h30 à 13h A Neuville-les-Dieppe

Le 9 avril, notre Confédération a engagé ses forces pour bloquer gouvernement et patronat en agissant par la grève aux côtés de FO, Solidaires, FSU sur nos revendications.

C'est dans le même sens que l'UD-CGT, ses syndicats, ses militants ont manifesté à 3000 à Rouen avec FO, Solidaires et la FSU devant le congrès de l'ARF (l'Association des Régions de France) pour dire :

- NON aux destructions d'emplois,
- NON à la réforme territoriale
- NON au pacte d'austérité
- OUI à l'augmentation des salaires
- Oui au développement des services publics

Dès juillet, durant la période des congés, la CGT était présente et mobilisée autour d'initiatives : Tour de France, caravane des saisonniers, distribution de tracts... Une CGT à l'offensive, visible pour préparer la mobilisation nécessaire, pour généraliser la colère qui monte dans la classe ouvrière.

C'est pour cela que nous invitons tous les syndicats à préparer dès maintenant le rapport de force pour la rentrée. Le but doit être donné clairement : préparer le blocage de l'économie par la grève.

L'UD-CGT invite tous ses syndicats à se mettre en ordre de marche pour préparer les conditions de ce blocage. Se préparer nécessite de souder l'unité des salariés sur des revendications précises :

- L'augmentation des salaires
- L'augmentation du point indiciaire dans la fonction publique
- L'arrêt des licenciements
- Le retrait du pacte de responsabilités
- Le retrait de la loi Macron
- Le refus de la réforme territoriale
- Le retrait de la loi Rebsamen
- Le refus de la loi sur la santé

Tous ces sujets seront abordés à notre AG de rentrée. Tout ceci doit nous conforter à préparer la rentrée dont l'objectif est de créer les conditions pour que les salariés se mobilisent.

Tous les syndicats, Unions locales, Unions professionnelles, élus et mandatés de la CGT de notre Département sont invités à en débattre lors de cette assemblée de rentrée.

Un repas fraternel ponctuera cette rencontre.
Comptant sur vous.
Fraternellement

Pascal Morel
Secrétaire Général

SOMMAIRE :

Page 2, 3 & 4:

Le dossier de la semaine :

- ✓ La parole aux syndicats

Page 5, 6 :

L'actu des luttres

- ✓ Libertés syndicales
- ✓ Les saisonniers
- ✓ Le tour de France

Page 7 :

L'actu de la Conf

- ✓ 8 octobre : journée de mobilisation interpro

A ce jour : 97 inscrits

« L'Info Luttres », c'est
votre hebdomadaire,
c'est notre lien.

Il évoluera dans le
temps, en prenant en
compte vos remarques.
N'hésitez à nous faire
parvenir vos envies,
vos informations, vos
témoignages...

« Info luttres », c'est
votre journal !

Contact : ud76@cgt.fr

A jeudi prochain

David Ruis, membre du
bureau et responsable
du secteur
communication.

Le dossier de la semaine !

Préparation de la rentrée sociale, les syndicats s'expriment

L'Union départementale CGT de Seine Maritime prépare l'Assemblée de rentrée des syndicats qui se tiendra à Neuville le 28 août.

Pour préparer et « amorcer » la discussion, l'Espace revendicatif de l'UD a proposé de « prendre le pouls » de plusieurs syndicats.

10 responsables de syndicats, du public et du privé, de différentes UL et différentes branches, ont donné leur point de vue. Nous vous invitons à lire attentivement ce qu'ils disent. C'est combatif : Chacun aborde les moyens de la CGT pour agir avec plus de force sur les revendications, face au patronat et au gouvernement.

Nous publions cette semaine 3 premières interviews

William Audoux : Secrétaire général du syndicat CGT de Renault Cléon

Quelles sont les revendications sur lesquelles le syndicat intervient en ce moment ?

On intervient sur les salaires. Il y a eu un appel sur tous les sites Renault : Nous avons 0% depuis des années alors qu'il y a 14,4 milliards d'€ dans les caisses de Renault, Carlos Gohsn vient d'augmenter son salaire de 169%, les actionnaires ont touché 162 millions d'€ de dividendes cette année soit +10.4%, 22 Dirigeants de Renault se sont à eux seuls partagé 22 millions de dividendes.

Cela a débouché sur une grève sur l'ensemble du groupe au mois de mars, nous avons eu 600 grévistes sur Cléon, et environ 350 en défilé. Mais nous n'avons obtenu que quelques augmentations individuelles.

Dans le même temps il y a pas mal de grève à Cléon dans différents secteurs.

Nous avons eu 4 grèves de suite, les 21, 22, 23 et 27 avril à la fonderie suite à l'agression physique d'un salarié par un membre de l'encadrement puis, parce que l'ingénieur conditions de travail de Cléon refusait de déclarer cet accident de travail. Cela a entraîné l'arrêt complet de la fonderie. Aujourd'hui l'accident a été déclaré.

Il y a eu grève sur le secteur logistique du moteur M le 20 mars, avec débrayages de 2h ou 3h contre les sous-effectifs et la dégradation des conditions de travail. Tout le monde était dans la grève, les CDI comme les intérimaires. C'était très tendu. On a obligé la direction à mettre quelques intérimaires en plus.

Il y a eu grève à la centrale qui alimente l'usine en fluide. Lundi 22 juin, à 4h30, 14 salariés sur 15 se sont mis en grève. Il y avait des salariés qui n'avaient jamais fait grève. Les gars ont fait

une banderole, et avec la CGT ils ont fait le tour de tous les ateliers, pour montrer à tous les ouvriers ce qui se passait. La CGT a sorti des tracts pour informer les salariés. Le mardi soir à 17 H, les salariés de la centrale obtenaient 20% d'augmentation salariale !

On se bat beaucoup sur les conditions de travail qui sont dégradées par la chute des effectifs. Avec l'accord compétitivité 8260 salariés partent entre mars 2013 et fin 2016, déjà 7000 emplois en moins depuis mars 2013. Les nouvelles méthodes de management, Kaisen, Lean, continuent de dégrader les conditions de travail. Ils parlent de 100 embauches à Cléon, mais depuis début 2015 on a déjà 60 CDI en moins. A Cléon nous étions 5000 en 2006 et nous sommes 3200 CDI aujourd'hui. Il y a 810 intérimaires actuellement, avec de fortes concentrations dans des secteurs.



Manifestation du 25 juin à Rouen

Enfin une autre grève : Les salariés d'Elior, qui assurent les repas et les sandwiches. 3 postes

étaient menacés. La grève avec la CGT a permis d'obtenir le maintien des 3 emplois (mais malheureusement ils ont maintenu le passage à des sandwichs industriels).

Comment tu vois la rentrée ?

On va relancer la mobilisation sur les salaires, surtout au moment où les dirigeants se goinfrent. On va se servir de ce qui s'est passé

François Botté : Secrétaire adjoint de la CGT des territoriaux de Rouen.

Quelles sont les revendications sur lesquelles le syndicat intervient en ce moment ?

Notre action vise à pérenniser les emplois précaires, qui sont principalement dans les écoles et à la voirie, pour défendre l'emploi public face aux baisses de recettes et de dotations.

En avril il y a eu, au départ, manifestation dans les bibliothèques contre un projet de nouvelles amplitudes horaires (ouverture le dimanche, ouverture en soirée). On a fait une action gréviste avec 4 syndicats (CGT, FO, SUD et CFTD) qui a bien marché.

Ensuite on a tenu notre congrès des territoriaux de Rouen avec 60 présents, on l'a orienté sur l'action gréviste. Il en est sorti un appel à l'unité syndicale, par le rapport de force sur les revendications des salariés :

- Lutte pour la résorption de l'emploi précaire.
- Les conditions de travail.

La mayonnaise a pris, les autres syndicats ont adhéré à notre démarche.

Le 22 juin, jour du Comité Technique (CT) avec le Maire, il y a eu rassemblement devant l'Hôtel de ville de 500 agents. La grève était suivie par 1500 agents (sur 2200) et les collègues étaient étonnés : on n'avait pas vu ça depuis 1995. Dans les écoles et à la voirie, la grève était suivie à 95%, certains faisaient grève pour la première fois de leur vie.

La grève s'est même poursuivie les 23, 24 et 25 juin dans les écoles.

Le CT du 22 juin n'a pas eu lieu. Nous avons obtenu 2 réunions de négociation avec le Maire qui ont débouché sur :

- Un recensement précis des emplois précaires. Tous les agents menacés d'être licenciés le 21 juin ont été reconduits jusqu'au 31 décembre. Déjà 20 personnes sont sûres de garder un boulot.
- Arrêter avec le dialogue de sourds dans les instances. En boycottant 2 CT (et en bloquant de ce fait le Conseil municipal)

à la centrale, et aussi des grèves dans le groupe Renault en Turquie, qui font la démonstration que même Renault peut lâcher si on se mobilise tous ensemble. Il faut aussi endiguer la précarité.

Mais on devrait agir aussi contre les lois Rebsamen et Macron, les salariés ne sont pas toujours informés, mais nos syndiqués commencent à être bien au parfum.



on a obtenu un CT et un CHSCT pour rétablir un dialogue social, permettant de faire avancer les propositions.

- Enfin le 6 octobre, on a rendez-vous avec le Maire sur les conditions de travail et tout ce qui génère de la souffrance au travail.

Nous avons eu 5 adhésions CGT directement liées à ces actions.

Comment tu vois la rentrée ?

Pour nous, il n'y a pas de « rentrée ». La CGT s'investit pleinement pour mobiliser. On continue ce qu'on a commencé, on se revoit en juillet-août avec les 5 syndicats pour une grosse action dès la 1^{ère} semaine de septembre sur les questions de la souffrance au travail.

Au niveau national on veut l'augmentation du point indiciaire et nous serons présents le 8 octobre.

Au niveau du Maire, on veut obtenir que certaines dépenses pèsent moins sur le pouvoir d'achat des agents. Nous demandons les mêmes droits que les agents de la métropole, c'est-à-dire des titres repas à 7,30€, et la gratuité des transports en commun. On défend aussi la gratuité du stationnement pour venir travailler, alors que la Mairie veut supprimer 111 places de parking réservées aux agents.

On a tenu une réunion avec les syndicats CGT, métropole, Conseil général, Rouen et St Etienne, concernant le transfert des agents des musées

de la ville à la métropole, pour obtenir de mettre tous les avantages acquis dans un tronc commun.

On construit sur les Rythmes scolaires une action avec les agents de la Région, les parents et les enseignants pour revendiquer des effectifs, actuellement très insuffisants.

Johann Fortier : Secrétaire général du syndicat des ouvriers Dockers du port du Havre

Quelles sont les revendications sur lesquelles le syndicat intervient en ce moment ?

Comme dans toutes les entreprises de tous les secteurs d'activité, aujourd'hui en France, nous devons ruser de stratégie pour les négociations avec les employeurs, les NAO à l'instar de toutes négociations s'exercent dans une tension permanente.

Nous avons privilégié l'augmentation de salaire des catégories minima des grilles par la solidarité, sans oublier la totalité des salariés.

L'année 2015 est marquée par bon nombre de conflits dans le port du Havre, notre unité à 100% syndiqués à la CGT, nous permet d'en régler la plupart, certains persistent et durent, nous luttons en permanence.

Notre secteur d'activité est porteur de gros dividendes et attise la convoitise des capitalistes du commerce maritime mondial, ils n'en ont jamais assez, d'où cette lutte constante, là encore, notre unité au sein de la fédération nationale des ports et docks CGT présente à 90% dans les ports Français est déterminante dans nos combats.

Nos revendications vont principalement dans le maintien et le développement de l'emploi, dans un contexte de volonté patronale et actionnariale de restructuration et diminution des effectifs de tous les services dans tous nos secteurs, même en développement, l'objectif patronal est constamment dans la recherche de réduction de la masse salariale.

Nous avons arraché par la lutte une commission nationale depuis le début 2014, afin de modifier les textes législatifs concernant nos activités portuaires, l'aboutissement positif, nous y travaillons, devrait être avant la fin de l'année, nous communiquerons fin octobre environ.

Comment vois-tu la rentrée ?

Nous avons annoncé aux employeurs une rentrée dynamique pour contrer toutes ces lois néfastes aux salariés qui permettent aux employeurs d'être gonflés à bloc !!!

Nous avons fixé de débiter les NAO 2016, rapidement en septembre, elles s'annoncent longues et compliquées, il nous faut du temps et les presser à aboutir !!!

Nous serons présents, prêts à lutter à la rentrée, il n'y a pas d'autre choix possible, c'est le seul pour obtenir des victoires pour les salariés.

Nous travaillons pour que le plus grand nombre soit déterminés à mener le combat, nous sommes préparés à l'appel de la CGT, les Dockers répondent en force et à 100% !!!

Soyons unis, combatifs et solidaires pour une rentrée rythmée dans les perspectives électorales à venir, et notre congrès confédéral, en avril 2016 pour confirmer ces orientations de lutte de classe et de masse, bases fondatrices de la CGT.

La semaine prochaine l'Info luttes donnera la parole à Olivier Collet, délégué syndical CGT à la FNAC de Rouen, syndicat du Commerce ; Patrick le Balc'h, secrétaire syndicat CGT de la Ligue Havraise et François Xavier Durand, secrétaire départemental CGT Educ'Action



A noter :

Meeting CGT de rentrée

Mercredi 9 septembre 2015

à PARIS

2 cars sont prévus au départ de Rouen et du Havre

JOURNEE D'ETUDE : LIBERTES SYNDICALES, DROIT DE GREVE, DE MANIFESTATION : COMMENT SE PROTEGER DE LA REPRESSION PATRONALE ET POLICIERE ?

**MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2015 de 8h30 à 16h30
à la Maison CGT - 26 avenue Jean Rondeaux à ROUEN**

Le 23 septembre 2015, la confédération organise une initiative nationale pour les libertés syndicales. Ce même jour, cinq militants d'ERDF-GRDF comparaîtront au tribunal correctionnel de Paris pour avoir participé à un rassemblement de soutien à une mère célibataire menacée de licenciement.

La CGT demandera une audience au ministère de la Justice, pour porter les exigences de la CGT :

- Le vote de la loi d'amnistie pour tous les militants syndicalistes et associatifs
- de ne pas donner de suites judiciaires aux tentatives patronales de criminaliser de l'action syndicales
- De renforcer la protection des militants syndicaux, agissant dans l'intérêt général des salariés dans le cadre d'actions collectives, en modifiant d'une part le Code Pénal et d'autre part, en supprimant le prélèvement d'ADN de tous les militants.

Concernant notre département, les camarades de l'énergie organiseront une montée sur Paris.

Pendant ce temps, pour répondre à la demande de nombreux camarades, nous organiserons une initiative locale qui ne s'oppose pas à la montée à Paris des camarades de l'énergie voir d'autres syndicats.

Cette initiative prendra la forme suivante :

- De 9h à 16h, Journée d'étude sur le thème de la répression patronale et policière.

A 16h30, Rassemblement et Conférence de presse devant le Palais de justice de Rouen.

Lors cette journée nous aborderons les thèmes suivants :

- Le droit de grève (Secteur Privé et public - préavis - service minimum - réquisition - lockout - le remplacement des grévistes...)
- Les formes de grèves (grèves tournantes - grève perlé- piquets de grève - occupation des locaux - blocage des accès - la séquestration...)
- Les écrits syndicaux sur le mouvement de grève
- Le risque de sanctions pour les salariés et les représentants du personnel
- L'expulsion des grévistes (procédures de référé au TGI...)
- L'organisation des manifestations
- Les rapports avec les différents services de Police
- Que faire en cas d'interpellation, de garde à vue ?

Le repas sera pris en commun contre une participation de 8€. Pour des raisons d'efficacité, le nombre d'inscrits est limité à 40 personnes. Une autre session sera organisée si nécessaire.



Saisonniers : les 10 et 11 juillet, la caravane CGT était en région dieppoise

Mal payés, subissant des conditions de travail difficiles, les saisonniers, dont le nombre augmente sans cesse, représentent une catégorie fortement touchée par la précarité grandissante du monde du travail. Permettre aux saisonniers de s'organiser en proximité avec la CGT est le moyen le plus efficace pour eux de faire valoir leurs droits et d'en gagner de nouveaux. Ensemble, avec la Sécurité sociale professionnelle que porte la CGT, nous permettrons aux saisonniers d'être des salariés à part entière. Si l'emploi est saisonnier, les salariés ont des droits toute l'année !

Chaque année, les militants de la CGT sillonnent les lieux de vacances et les exploitations agricoles pour aller au-devant des salariés saisonniers et des vacanciers. C'est l'occasion d'informer les premiers de leurs droits et de sensibiliser les seconds aux enjeux du travail saisonnier.

La caravane CGT des saisonniers a fait une première étape le vendredi 10 juillet 2015 à St Valéry-en-Caux, et le lendemain à Dieppe où le rendez-vous avait été donné à 9h00 Quai Henry IV près de la fontaine.

Les militants locaux de la CGT ont rejoint ceux de la caravane, pour aller à la rencontre des vacanciers sur les conditions de travail des saisonniers, et les salariés sur leurs droits...

La CGT propose un nouveau statut du travail salarié (NSTS) dans lequel les droits sont attachés à la personne : progressifs, cumulables au fil de la carrière et transférables d'un employeur à l'autre. Dès aujourd'hui les saisonniers pourraient voir leur situation s'améliorer notamment par :

- le versement de la **prime de précarité**
- la **reconduction** des contrats
- le droit au **logement**
- l'accès à la **formation**
- l'augmentation des **moyens** donnés à l'Inspection du Travail pour lutter contre le travail non déclaré et le non-respect des droits des travailleurs saisonniers.



La CGT était présente lors du Tour de France Cycliste.

Le Tour passe en trombe devant le stand de l'Union Locale CGT de Dieppe, installé devant la médiathèque Jean Renoir,

boulevard Général De Gaulle, à Dieppe.





Le 8 octobre 2015, la CGT, FSU, et Solidaires, appellent à une journée de mobilisation interprofessionnelle !

La CGT Fonction publique vient d'actualiser l'évolution des salaires des fonctionnaires: c'est catastrophique !

Elle publie la perte de pouvoir d'achat pour le mois de juin 2015, complétée d'un comparatif en euro des pertes en fin de grade pour les grilles types de C, B, A et A+.

La perte est terrible. Multipliée par les quelques 5 millions et demi de fonctionnaires on mesure la perte de débouchés qu'elle provoque pour le commerce et l'industrie.

Et, comme le patronat du privé copie la politique salariale de l'État – politique digne du pire patronat capitaliste – personne n'y gagne. Pendant que les médias multiplient des campagnes contre les fonctionnaires, les salariés du privé sont logés à la même enseigne qu'eux : l'austérité ! C'est là que l'on voit à quoi servent ces campagnes anti-fonctionnaires : à bernier tout le monde !

Quant aux retraités, leurs pensions étant désormais bloquées, ils subissent la même logique qui s'applique aux fonctionnaires, pendant qu'ils subissent plus que les autres, du fait de leur âge, les déremboursements des médicaments qui dégradent leur pouvoir d'achat.

Pas étonnant que, malgré les tentatives périodiques de remotivation des acteurs économiques et les gesticulations ministérielles, l'économie continue d'être atone.

Seuls les actionnaires jubilent, tellement les entreprises sont gavées par le gouvernement ! Elles transfèrent leurs subventions vers leurs dividendes. Elle n'est pas belle la vie ?

Car, les sommes du Pacte de responsabilité, ajoutées à celles du CICE, représentent quasiment un transfert de plus de 10 000€ par an et par fonctionnaire, vers les entreprises, sans que cela ne crée un seul emploi.

Sauf que les fonctionnaires n'ont pas perdu 10 000 €uros par an, et loin de là ! La différence est donc prise dans les poches de tous les contribuables, c'est à dire les salariés du privé comme du public, des retraités, des chômeurs, des familles, les pauvres, etc.

Conséquence ? La courbe du chômage ne s'inverse évidemment pas, et l'on vient de dépasser les 6 millions de chômeurs, si l'on compte les catégories A, B, C D, et E.

De l'autre côté, la richesse des plus riches explose, et s'en est indécemment !

Prenez date: le 8 octobre 2015, exprimez-vous ! La CGT, FSU, et Solidaires, appellent à une journée de mobilisation interprofessionnelle !